

Tout-Droit

Nouvelle série

(No 17)

Bulletin de l'En-Droit de Laval

Automne 2007

Gratuit

Voué à la promotion et à la défense des droits en santé mentale

(450) 668-1058

Convocation

L'assemblée générale annuelle de l'En-Droit de Laval se tiendra le mercredi 12 septembre 2007 à 17h30 heures au Relais Communautaire, 111 Boul. des Laurentides, Laval. Entrée par la rue Berri.

Ordre du jour :

0. Présentation du document
1. Discours d'ouverture et constatation du quorum.
2. Nomination à la présidence et au secrétariat.
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour.
4. Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée générale du vendredi 10 septembre 2006.
5. Lecture et adoption du rapport des activités 2006-2007.
6. Lecture et adoption du rapport financier 2006-2007 et nomination d'une firme pour la vérification comptable de l'année 2007-2008.
7. Prévision budgétaire 2007-2008.
8. Planification et orientation pour 2007-2008.
9. Élection au conseil d'administration.
10. Varia.

Souper à 17h00

Les membres, les partenaires et les amiEs de l'organisme sont invités à prendre connaissance du rapport annuel lors du souper qui précédera l'assemblée générale.

Calendrier

Lundi 10 septembre 2007 à 17h00

Vidéo : L'Âme en jeu, 2002, 1h30min

En 1905, une jeune femme de 19 ans, Sabina Spielrein, est admise à l'Hôpital psychiatrique de Zurich alors qu'elle souffre d'une forme sévère d'hystérie et refuse de s'alimenter. Carl Gustav Jung, un jeune médecin, décide de prendre la jeune fille comme patiente et d'expérimenter sur elle une nouvelle méthode, la psychanalyse, mise au point par Sigmund Freud.

Lundi 15 octobre 2007 à 17h00

Vidéo : Vol au-dessus d'un nid de coucou, 2h10min
Lorsque Randle McMurphy, un petit escroc à l'esprit rebelles, est admis dans un hôpital psychiatrique d'État, son sens de l'anarchie contagieux bouleverse la routine des lieux. Une guerre sourde éclate entre lui et la garde Ratched. L'équilibre de chaque patient de l'établissement est en jeu.

Lundi 12 novembre 2007 à 17h00

Vidéo : Les temps modernes, 1936, 1h27min
Charlot est ouvrier dans une gigantesque usine. Il resserre quotidiennement des boulons. Mais les machines, le travail à la chaîne le rendent malade, il abandonne son poste, recueille une orpheline et vit d'expédients. Le vagabond et la jeune fille vont s'allier pour affronter ensemble les difficultés de la vie...

P.S. Veuillez nous aviser d'avance de votre présence aux activités.

Tout-Droit Bulletin publié par l'En-Droit de Laval

Les membres et les amiEs de l'En-Droit peuvent le recevoir gratuitement. Tirage: 800 copies.

Responsable du bulletin: Michel Grenier

Traitement de texte: Diane Hébert

Adresse: L'En-Droit de Laval

111, boul. des Laurentides, suite 201

Laval, Québec, H7G 2T2

Téléphone: (450) 668-1058

Télécopieur: (450) 668-7383

Courriel: endroit@bellnet.ca

Internet: www.santementalelaval.ca/en-droit

La société nous estropie, nous épuise et nous rend fous.

Pour vivre en santé et trouver le bonheur, il faut travailler à la changer.

En remontant dans le temps, de John Nash à Charlot

Le Forum international sur la gestion autonome de la médication est maintenant derrière nous. Plus d'une trentaine de personnes de l'En-Droit de Laval y ont participé. Un psychiatrisé a profité du forum de clôture en présence du représentant du Ministre Philippe Couillard pour montrer sa souffrance et lancer un appel à l'aide. D'autres psychiatrisés, au diagnostic parfois fort lourd, ont témoigné devant un large public de leur cheminement et de leur façon de gérer leur vie sans médication à travers les dire de plein de spécialistes.

L'appel à l'aide spontanée présenté à la fin du Forum rappelle avec force le peu d'aide que reçoivent ceux et celles qui veulent cheminer sans médication en santé mentale. La place de l'hôpital est lourde et pesante en santé mentale et laisse peu de place à autre chose. Les témoignages entendues des psychiatrisés qui ont appris à gérer leur vie sans médication montrent aussi que le droit de vivre sa folie sans crise, sans hospitalisation, sans médication est possible, mais qu'il reste un cheminement individuel difficile sans beaucoup d'aide et de support.

La vie de John Nash raconté dans la biographie et le film *Un Homme d'exception* (2001) n'est pas un cas unique. Des hommes et des femmes aidés ou pas par un mouvement alternatif et de défense des droits en santé mentale très pauvre arrivent à vivre et à se surpasser à travers et avec leur folie.

L'échec des thérapie individuelles

La réussite individuelle de John Nash n'est pas le lot de tous ceux et toutes celles qui vivent des problèmes de santé mentale. John Nash a failli lui-même succombé sous la torture psychiatrique de la médication lourde et des électrochocs et déboucher ainsi sur une vie étriquée de drogué médicamenté sans espoir de réalisation quelconque comme c'est le lot de la majorité des personnes qui vivent des problèmes de santé mentale. Lui qui gagnera plus tard le prix Nobel en mathématique, on le voit dans le film incapable de réfléchir à cause des trop fortes doses de médicaments qu'il doit absorber. On le voit aussi trembler de tout son corps sous les effets des électrochocs. L'expérience de John Nash peut se multiplier. On l'a vu au *Forum international sur la gestion autonome de la médication*. Mais ça restera semble-t-il le lot d'une minorité même avec plus d'aide. Au même titre d'ailleurs que les réussites dans les thérapies psychologiques ou de désintoxication. Car le mal dont souffrait John Nash, sa schizophrénie, le mal psychologique et la toxicomanie de d'autres n'est pas qu'un problème individuelle. Il a des causes sociales.

Des gens pressés comme des citrons

Pour montrer la fausseté et la méchanceté de la société et des patrons qui la dirigent, Bertolt Brecht disait dans une de ses chansons qu'elle presse les individus comme des citrons. N'est-il pas normal que dans une telle société menteuse, méchante, compétitive et guerrière par dessus le marché que l'on devienne paranoïaque et n'ait plus confiance à personne, qu'on entende des voix, qu'on ait des visions...? Si on n'arrive pas à la comprendre, cette société nous fait peur nous écrase, attise notre convoitise et nous fait sentir comme des riens. Comment expliquer autrement qu'un être généreux et social comme l'a été John Nash dans sa vie qui a cherché entre autre à faire servir les mathématiques dans la lutte aux inégalités

sociales s'embarque dans une guerre anti-communiste complètement irréal et devienne violent et irresponsable lors de ses crises?

Les causes sociales oubliés

Ces causes sociales des problèmes mentaux sont complètement délaissées par la psychiatrie mais aussi par tout ce qui est thérapie individuelle : gestion autonome y compris. Ces thérapies individuelles aident les gens de rechute en rechute mais ne guérissent définitivement qu'une minorité. Car on oublie que c'est la société qui est à la source des problèmes de santé mentale et de tous les malaises que nous vivons. On oublie que ce n'est pas dans les individus qu'on peut trouver la source de ces problèmes puisqu'elle n'est pas là. On aura beau suivre toutes les thérapies au monde pour se transformer. On risque de n'arriver qu'à des rechutes ou à de nouvelles crises psychologiques. Ce n'est pas nous qu'il faut comprendre. Nous sommes victimes. C'est la société qu'il faut comprendre dans ses mécanismes et comment elle nous rend malheureux et souffrant. C'est de la société et de ses fausses promesses qu'il faut se libérer. Il nous faut arriver à gérer notre vie en tenant compte de la situation dans laquelle elle nous plonge.

Un autre film peut nous aider à comprendre cela. Celui de Charlie Chaplin *Les temps modernes*. Dans ce film, on voit comment la société façonne les individus, en fait des victimes et les rend complètement fous. La scène qui se déroule dans le grand magasin nous montre comment la société nous fait vivre le supplice de Tentale. Tous les biens sont là attirant notre convoitise sans qu'on puisse se les approprier obligent les gens à vivre dans le rêve ou la tristesse insoluble. D'autres scènes de lèche vitrine de Charlot amène au même résultat.

Des gens généreux brisés par la société

Nos deux héros dans ce film sont généreux et de bonne volonté mais ils finissent toujours par perdre leur travail et se retrouver en prison ou à l'hôpital psychiatrique. Le travail qu'il trouve est complètement aliénant. Malgré tous leurs efforts individuels, il n'arrive pas à se faire la place qu'il voudrait dans cette société qui ne les aide pas et n'est pas solidaire. Les patrons et les travailleurs organisés qui manifestent semblent être les seuls qui s'en sortent dans tout ce beau monde qu'on voit dans le film.

Pour sortir de ses malaises individuelles il n'est peut-être pas nécessaire de combattre la société même si plusieurs se guérissent en cherchant à le faire. Mais il faut arriver à la comprendre et surtout à comprendre comment nos souffrances proviennent de ses mensonges, de sa compétition, de ses guerres et de sa méchanceté que nous transportons parfois entre nous plutôt que de se solidariser contre elle.

Pour donner suite au *Forum international sur la gestion autonome de la médication* peut-être faudrait-il mettre de l'avant un *Forum international sur les causes sociales de la souffrance* et comment s'en prémunir pour sortir de nos malaises et nos misères afin que la lutte contre la souffrance sans médication ne soit pas seulement le fait de minorité de gens. Un tel colloque visera à développer ce qu'est une vie saine et solidaire plein de sens pour tous et toutes différente de celle que les plus riches mènent devant nos yeux.

À Québec, le 388 doit rester ouvert

Les personnes psychotiques de la région de Québec crient au secours, craignant de faire les frais d'une guerre de pouvoir, ces personnes s'inquiètent devant la perspective qu'à court terme un centre de traitement de la psychose, le 388, dont l'expertise novatrice est reconnue internationalement, ferme ses portes.

Une centaine de jeunes adultes psychotiques fréquentent le 388, 13 usagers ont lancé un véritable appel à l'aide à la Protectrice du citoyen, en novembre dernier, pour conserver les services auxquels ils tiennent mordicus. Ils font aussi signer une pétition.

Dans un rapport daté du 18 avril dernier, la Protectrice du citoyen reconnaît que la situation est effectivement « inadmissible ». Elle exhorte le ministre Couillard à intervenir « instamment » pour sortir de l'impasse et assurer la continuité des services, tout en recommandant qu'un conciliateur soit nommé pour rapprocher les deux parties en cause, le 388 et le Centre hospitalier Robert-Giffard.

Un centre alternatif novateur: Depuis sa création en 1982, par le Centre interdisciplinaire freudien pour la recherche et l'intervention clinique (GIFRIC), un organisme sans but lucratif, le 388 a développé une approche alternative et multidisciplinaire du traitement de la psychose, basé sur la psychanalyse, en incluant au besoin la médication et les soins psychiatriques. On vise à responsabiliser l'usager et à préserver son autonomie, en faisant en sorte qu'il conserve

la vie la plus normale possible, dans la communauté plutôt que dans un lit d'hôpital.

Or, le Centre hospitalier Robert-Giffard, auquel le 388 est rattaché sur le plan administratif depuis 2002, préconise plutôt une approche traditionnelle, fondée sur les soins psychiatriques pouvant être accompagnés d'une lourde médication aux effets secondaires importants d'où les conflits permanents depuis.

Officiellement, Robert-Giffard ne parle pas de fermer les portes du 388, mais certains faits sont troublants. Ainsi, au cours des derniers mois, les professionnels du 388 ont appris que leurs postes avaient fait l'objet d'une « reclassification » vers le bas. Conséquence directe de cette reclassification, les professionnels du 388, tous diplômés universitaires et formés pendant plusieurs années à l'approche psychanalytique, ont appris avec stupéfaction que, durant leurs vacances, Robert-Giffard avait décidé de les remplacer par des gens n'ayant pas la formation requise.

Entre-temps, une porte-parole du ministre a indiqué hier qu'il avait donné le feu vert à la nomination d'un conciliateur, conformément à la demande de la Protectrice du citoyen. Déjà, en 2002, un groupe d'experts chargé par le ministère de la Santé d'analyser le litige entre les deux institutions avait conclu que les positions entre elles étaient inconciliables. Les experts recommandaient donc de maintenir ouvert le 388. Depuis, le rapport accumule la poussière sur une tablette.

Pas Robert-Giffard, un autre hôpital

Depuis la mi-juin, se joue dans la ville de Québec un psychodrame psychiatrique. En toile de fond : l'avenir du Centre psychanalytique de traitement pour jeunes adultes psychotiques « Le 388 St-Vallier » (<http://www.gifric.com/388.htm>), une ressource en santé mentale devenue, au cours des ans, le symbole d'une psychiatrie novatrice.

Le docteur Harnois, père de la Politique de santé mentale du Québec (1989) écrivit aux responsables du « 388 » : « *Si le « 388 » n'existait pas, il faudrait le créer.* »

En février 1997, M. Réjean Cantin, directeur général du CHRQ et sous-ministre en titre de la santé à la même période, déclare : « [...] le « 388 » sert d'exemple [...] Cette initiative a non seulement favorisé l'émergence de formules nouvelles dans le traitement des troubles mentaux, mais a largement influencé les courants de pensée dans le domaine de même que les modes de pratique de la psychiatrie ».

Le Ministre Jean Rochon écrit en 1997 que « *La transformation du réseau de services de santé mentale s'appuie d'abord sur la mise en place de solutions de remplacement à l'hospitalisation qui soient efficaces incluant un suivi intensif dans la communauté. [...] Les services de traitement peuvent être aménagés dans la communauté, comme le Centre de traitement « 388 », de Québec.* »

En parlant du « 388 », Alain Lesage, psychiatre et chercheur national en santé du Québec dit : « *L'ensemble des services psychiatriques de Québec aurait-il pu obtenir une aussi bonne note lors d'une inspection de l'ensemble de ses services destinés à des personnes souffrant de schizophrénie ?* » (Santé mentale au Québec, printemps 2007).

Le « 388 » a été évalué par divers organismes ou experts qui ont conclu à son efficacité, et à l'excellence de son modèle de soins. Le modèle de soins du « 388 » n'est donc pas en

cause. Le problème actuel est un problème organisationnel dont la non-résolution mettra en danger ce modèle de soins. Pour régler ce problème administratif tout en conservant le modèle de soins, le comité d'experts de 2001 avait proposé une solution : négocier une entente avec une autre institution hospitalière que le CHRQ. Cette solution n'a pas fonctionné malgré les tentatives faites de bonne foi par les partenaires, les uns et les autres étant soumis à des impératifs inconciliables.

Pour résoudre l'impasse actuelle, nous proposons que les pistes de solution explorées s'inspirent de l'avis des premiers impliqués et concernés par ce conflit : les usagers du « 388 ». Que disent-ils? Dans une pétition signée par 2458 personnes et déposée par les usagers le 20 juin dernier à l'Assemblée nationale, ceux-ci proposent « l'autonomie administrative et clinique avec un budget protégé du « 388 ». Peut-être faudrait-il les écouter, comme fut écouté Jean-Charles Pagé au début des années 60. Patient/usager de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, auteur du célèbre *Les fous crient au secours*, qui fut à l'origine des transformations de la psychiatrie moderne au Québec. Comme lui, les usagers du « 388 » osent prendre la parole et manifester leur solution à l'impasse actuelle, impasse dont ils en sont les premières victimes. N'y aurait-il pas lieu d'accorder à l'implication des usagers du « 388 », signe de leurs efforts de rétablissement et de prise en main de leur destin, toute l'importance qu'elle mérite, comme on le fit avec le livre *Les fous crient au secours*. Ne faudrait-il pas les écouter comme on écouta Jean-Charles Pagé. Ne faudrait-il pas accorder crédibilité à leur parole. Il pourrait en résulter une solution à l'impasse actuelle.

Extraits du Point de vue publié dans Le Soleil de Québec par Yves Lecomte Ph.D., psychologue et Hubert Wallot, md, Ph.D., psychiatre. Ils sont professeurs à l'UQAM (TELUQ) dans un programme de deuxième cycle en santé mentale.

Santé mentale et violence : l'équation à l'envers

Selon ses dires, Jean-Nicolas Ouellet a été sauvé par la psychiatrie. Sans elle, ses souffrances l'auraient conduit au suicide. Il n'a plus besoin de la psychiatrie aujourd'hui. Il a appris à gérer sa santé mentale. Il travaille depuis plusieurs années dans le milieu des alternatives en santé mentale entre autres pour en aider d'autres à gérer leur santé mentale.

Il est présentement agent de développement au *Regroupement des groupes communautaires et alternatifs en santé mentale*. A cause de son emploi, il est appelé par les médias lors d'incidents impliquant des personnes vivant des problèmes de santé mentale et invité à donner ses commentaires. Jamais cependant les médias rapportent ses propos de façon satisfaisante.

Avec plaisir, Tout-Droit le publie sans aucune censure. Les médias continueront d'être injustes envers Jean-Nicolas Ouellet et les personnes vivant des problèmes de santé mentale dont il défend les droits. Mais grâce à Tout-Droit son point de vue sera entendu.

Il arrive parfois que les médias nous rapportent des drames horribles qui viennent nous secouer. C'est le cas lorsqu'une personne tue quelqu'un parmi ses proches. Le lieu où l'acte violent s'est produit, la maison familiale augmente l'impact du geste. Le drame est plus grand à cause du lien entre les personnes.

Le reportage mentionne presque toujours la présence de problèmes de santé mentale, que cela soit avéré ou non, que cela soit pertinent ou non.

Parce que l'on a besoin d'expliquer le pourquoi d'un geste si incompréhensible qu'il reste inexplicable, le diagnostic est un raccourci bien pratique. En effet, la population connaît peu de chose de la psychiatrie. Ce qu'elle est, ce qu'elle fait et avec quels moyens, la population l'ignore. Mis à part la schizophrénie, la dépression et le burn-out, bien peu de gens connaissent les diagnostics, encore moins qu'il en existe plus de 350, en augmentation constante.

Tous savent cependant que c'est une médecine qui peut enfermer de force les gens. Il n'y a qu'un petit pas à franchir pour déduire que si on les enferme, c'est qu'ils sont dangereux. Tout cela additionné de préjugés, de méconnaissance et de déformation des faits amène de plus en plus de personnes à se demander s'il ne faudrait pas les enfermer. Après tout, toute société retire de la communauté et enferme ses éléments violents pour protéger la population. Idéalement, aucune société civilisée ne tolère la violence, sous quelque forme que ce soit. Cette

violence dont on parle existe, mais elle n'est pas celle que l'on croit.

Les médias voient les choses à l'envers

Le travail bâclé à la hâte des médias fait que pour plusieurs, ceci se résume à l'équation : **problèmes de santé mentale = violence + danger**. Ce qui se traduit par : les problèmes de santé mentale engendrent tôt ou tard de la violence, les personnes diagnostiquées sont donc autant de sources de danger. C'est simple. Facile à comprendre et on peut passer à autre chose, la cause est entendue.

Loin de nier qu'il y a des personnes vivant avec un problème de santé mentale qui sont violentes, comme il y a des diabétiques violents, des bègues violents ou encore des cancéreux violents, essayons de regarder l'équation autrement. Car elle est vraie et elle rend compte d'une réalité. Le problème c'est qu'elle est écrite à l'envers.

C'est la violence physique, mentale ou morale, les abus, les carences qui génèrent les problèmes de santé mentale. Le danger pour ces personnes vient de la précarité de leur situation : l'absence de moyens pour s'en sortir (au lieu de pistes de solution pour leurs problèmes il n'y a que la prescription de pilules), de l'absence de moyens financiers (la plupart des psychiatrisés vivent sous le seuil de la pauvreté tout juste un cran au-dessus de la misère car à la Sécurité du revenu on est à un chèque de la rue) et de l'exclusion sociale (stigmatisation, rejet...). Ces personnes sont en danger d'être abusées entre autres par les propriétaires qui menacent de les jeter à la rue, par les charlatans et même sectes de tous genres qui promettent la guérison tant espérée.

Lorsque l'on prend la peine d'écouter les personnes vivant avec un problème de santé mentale, lorsque l'on regarde ce qui les a amenées à consulter, on constate très vite que l'on a affaire bien plus aux victimes qu'aux agresseurs.

Pourquoi alors en arrive-t-on à un titre de journal comme: *un schizo tue sa femme*. Les médias sont le miroir, parfois trop déformant de notre société. Et l'image que nous renvoient ces médias dans de tels cas contient à la fois ce qui nous fait peur (la maladie mentale) et la solution (l'enfermement et les médicaments). La cause du crime repose ainsi uniquement entre les mains de la personne arrêtée et on se rassure de la savoir derrière les barreaux d'une cellule avec pour toute compagnie ses pots de pilule. On ne remet pas en question la société elle-même et sa réponse à la souffrance des gens.

Santé mentale et violence : l'équation à l'envers

Pas d'aide véritable, pour les personnes souffrantes

On a besoin du diagnostic pour montrer que la personne est un monstre, qu'elle n'est pas comme nous. Les causes qui peuvent amener quelqu'un à poser un tel geste se résument à la maladie elle-même et au comportement du malade qui observe peu ou pas son traitement, notamment la prise de ses médicaments. Cette belle confiance envers le médicament doit beaucoup à l'ignorance des gens sur ce que sont les psychotropes. La plupart des gens croient vraiment que les médicaments guérissent la maladie mentale. Depuis leur introduction en 1956 dans l'arsenal de la psychiatrie, aucun médicament ne s'est vu attribuer d'autre vertu que de soulager, et encore pas toujours, certains des symptômes.

Pourtant le passage à l'acte violent est un effet secondaire bien documenté. Au point où plusieurs antidépresseurs sont interdits de prescription aux mineurs car ils favorisent le passage à l'acte violent. Mais cette violence, étrangère à la personne parce qu'induite par le médicament, elle est dans la majorité des cas tournée contre soi-même. C'est le nombre de suicides chez les jeunes médicamentés et étroitement suivis qui a obligé les autorités à agir.

Le seul danger évident pour les personnes vivant avec un problème de santé mentale est la réponse faite à la demande d'aide, c'est-à-dire la psychiatrie. D'abord, parce que la réponse de la psychiatrie à la souffrance ne tient trop souvent que dans les pilules et rien d'autre. Les causes de la souffrance restent là dans la vie de la personne.

Ensuite, parce qu'elle permet aux différents ordres de gouvernement de cacher derrière la maladie le délabrement du filet de protection sociale. Les listes d'attente des services sociaux et le peu de logements abordables sont simplement 2 des besoins criants des personnes les plus fragiles de la société et plutôt que d'appliquer des solutions porteuses pour l'avenir, on se contente de la solution facile de la médication. Le mal de vivre, la continuelle lutte de survie contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le travail rare et précaire dans des conditions abrutissantes, tout cela se réduit à un déséquilibre chimique. Ce qui est bien commode quand on ne veut pas poser les gestes nécessaires pour changer la société. Bien gelées, les personnes acceptent l'inaccep-

Disponible gratuitement à l'En-Droit
Guide de survie
Produit par l'AGIDD
Nos droits et recours
face à la garde en établissement



Rappelez-vous

Pour m'amener à l'hôpital
contre mon gré, il doit y avoir
un danger grave et immédiat.
Par exemple, je suis en train de
mettre le feu dans mon appartement.
Me parler à moi-même
ou à mon frigidaire ne constitue pas
un danger grave et immédiat!

table : leur pauvreté devient lentement mais sûrement misère. Et cette misère, personne ne veut l'écouter.

Des victimes plutôt que des agresseurs

Les faits demeurent malgré la déformation des médias: les personnes vivant avec un problème de santé mentale font plus souvent partie des victimes que des agresseurs. Victimes de carences abus et violence, ce qui les a amenés à demander de l'aide. Victimes d'avoir reçu cette aide. La psychiatrie n'a jamais guéri personne, elle se contente de ne traiter que les symptômes dont elle ignore la cause. La société utilise la psychiatrie pour se soulager elle-même d'un des symptômes de sa maladie dont on connaît les causes. Elle est là la véritable violence.

Mouvement alternatif

Naissance d'une ressource alternative radicale

Êtes-vous confronté à des problématiques de santé mentale, ou avez-vous soutenu quelqu'un qui l'était? Êtes-vous inquiet par rapport à la commercialisation de la santé mentale et aux implications du fait d'être étiqueté comme «malade mental» dans un monde lui-même devenu fou? Souhaiteriez-vous qu'il y ait, à Montréal, une forme de ressource radicale en santé mentale qui puisse offrir du soutien dans ce domaine? Nous aussi!

Cette petite annonce retrouvée sur internet promet une initiative intéressante. Elle rappelle le souci et la fougue du mouvement des ressources alternatives en santé mentale naissant dans les années 70 et 80. On n'avait pas de locaux. On se réunissait où l'on pouvait. On ne calquait pas notre pratique sur celle du réseau de santé trop inhumain qui affiche la violence n'est pas toléré ici. On cherchait à mettre en branle les personnes qui vivaient les problèmes de santé mentale pour changer les choses. «Pas si fou d'être fou» donnait alors une une pièce de théâtre de *Solidarité-psychiatrie* qui parcourait alors le Québec. Un vidéo *La psychiatrie va mourir* présentait ceux et celles qui en souffraient dans une manifestation devant le congrès de l'Association des psychiatres à Toronto.

Une telle initiative, si elle se poursuit à terme, voire même si elle se multiplie, peut-être régénérer en mouvement qui se professionalise et a de plus en plus peur de ceux et celles qu'il dit vouloir défendre, un mouvement qui compte des groupes experts en vide et accompagnement, des groupes experts en thérapies de toutes sortes, des groupes experts en garderie pour adulte, des groupes experts en pression sur l'état... mais un mouvement qui n'a plus le sens du risque et de la lutte avec ceux et celles qui vivent des problèmes de santé mentale.

La petite annonce se poursuivant ainsi:

Les participants pourront partager leurs expériences et identifier ensemble les besoins et les manques en matière de santé mentale. Après avoir mis en commun ces informations, nous pourrions élaborer des stratégies de groupe autour de prochaines étapes de mobilisation possibles.

Tous et toutes sont les bienvenu-es, mais comme la rencontre vise à mettre sur pied un groupe de support et de défense des droits pour les personnes avec des problèmes de santé mentale, nous tenterons de donner la parole principalement aux personnes qui vivent elles-mêmes ces problèmes.

Nous sommes déterminé-es à créer et à maintenir un environnement anti-oppressif et sans jugement de

valeur, centré sur les expériences vécues par les participants. Tous les choix et les opinions sur le bien-être personnel (et les stratégies d'adaptation/de survie) seront tolérés - incluant les diagnostics, les médicaments et drogues, l'auto-médicamentation et le rejet des diagnostics et de l'industrie psychiatrique. Cet atelier se fait dans un esprit de prise de décision autonome, d'action communautaire et de libération des fous! Venez le vivre avec nous! La traduction chuchotée en anglais et en français sera disponible.

Pour plus d'information : amanda@resist.ca ou téléphonez au 514-525-3584.

Le DSM pollue le monde

La Chine utilise maintenant le Diagnostic and Statistical manual of mental disorders (DSM) américain. Elle a suivi on le sens l'ensemble des pays d'Europe. Il n'y a plus de pays qui s'oppose à la symptomologie psychiatrique américaine. La Chine et les pays d'Europe ont réservé tout de même une place à la psychanalyse pour les couches les mieux nanties de leur population.

L'internationalisation du DSM uniformise la pratique de la psychiatrie à travers le monde et la rend mécanique puisque les médecins n'ont qu'à diagnostiquer le symptôme et à prescrire le médicament correspondant.

Dans les années 60, à la faveur de la révolution culturelle la Chine était le seul pays à avoir condamné l'utilisation des électrochocs et du choc insulinaire, ainsi que l'emploi de calmant puissant et à forte dose. Qualifiées de bourgeoises, ces pratiques, selon les chinois, faisaient énormément de tort aux camarades souffrant de problèmes mentaux et leur faisaient perdre leur lucidité en les plongeant dans des torpeurs profondes.

On recommandait plutôt l'utilisation de calmants doux à petites doses entre autres des plantes médicinales. On expérimentait l'acupuncture à des fins psychiatriques. La psychiatrie chinoise d'alors tout en cherchant à diminuer la souffrance des personnes avait pour objectif de préserver leur lucidité selon le principe que les difficultés de l'esprit, c'est avec la force de l'esprit qu'il faut les vaincre.

Malgré la défection de la Chine qui a adopté le DSM, la lutte pour une psychiatrie plus respectueuse des personnes doit se poursuivre.

La crise du logement est toujours là

En 2001, la crise du logement était généralisée. Il manquait de tous les types de logement. La majorité des logements frappés par la pénurie étaient les plus coûteux. C'est ce qui rendait la crise spectaculaire et attirait les journalistes.

Aujourd'hui la crise ne touche que les pauvres. Il ne manque que des logements pour les pauvres. Il n'y a pas de logements salubres et bons marchés pour eux et les loyers qui suivent la logique du marché ne cessent d'augmenter. La presse en parle moins. Les pauvres ce n'est pas importants.

En 2001, environ 55,000 familles consacraient au moins 80% de leur revenu pour se loger. C'est beaucoup trop. Les conseillers budgétaires ont longtemps dit que dépenser plus de 30% pour se loger c'est se condamner à des difficultés budgétaires. A Montréal et à Laval, on ne trouve plus de 5 1/2 en bas de 500\$. Pour s'en sortir les gens sont obligés de vivre dans des logements insalubres qui ne se loueraient pas autrement. D'autres sans compatibilité aucune, juste pour pouvoir payer le loyer s'entassent à plusieurs dans un même logement avec tous les problèmes des relations sociales que cela amène. Les plus mal pris finissent dans des familles d'accueil.

Si on se fie à ces données et dans l'esprit de la Charte des Droits de l'ONU qui spécifie ce que doivent être des pays démocratiques, le droit au logement n'est pas respecté dans les grandes villes du Québec et du Canada. Selon le Comité d'Experts du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), *il faut comprendre le droit au logement dans un sens large. Par exemple, le droit au logement ne se limite pas à un abri ou à un toit au-dessus de sa tête. Le droit au logement est le droit à un lieu où l'on puisse vivre en sécurité, dans la paix et la dignité. Un logement adéquat, c'est [...] suffisamment d'intimité, suffisamment d'espace, une bonne sécurité, un éclairage et une aération convenables, des infrastructures de base adéquates et un endroit bien situé par rapport au lieu de travail et aux services essentiels - tout cela pour un coût raisonnable.*

On le voit bien : le marché privé ne peut respecter le droit au logement. Il faudrait obtenir plus de logement sociaux. Au Québec seulement 10% des logements locatifs sont des logements sociaux ce qui est carrément insuffisant. En France, c'est 40% et au Pays Bas, ça va jusqu'à 60%.

Pas d'éviction sans relocalisation!

En France, les propriétaires n'ont pas le droit d'expulser leurs locataires durant toute la période froide de l'automne et de l'hiver. Les Comités de logements soutiennent avec raison que les évictions sont une des causes de l'augmentation des sans-abris dans les grandes villes et exigent de civiliser voir même de pénaliser les propriétaires de logements locatifs qui font des évictions. Ils affirment que le logement n'est pas une marchandise qui n'a que pour but d'apporter des profits à ceux qui les possèdent mais un droit dans l'esprit de la Charte de l'ONU et celles des divers pays dits démocratiques.



Tu es bourré de pilule, crache tout et viens nous en parler, nous avons tous suivi le cours l'envers de la pilule. Alors nous t'aiderons à l'En-Droit de Laval.
Diane Hébert

Réception pour la venue de Bush

Bush, on le sait, se prétend le champion de la démocratie malgré le fait qu'il ne respecte pas les droits démocratiques dans les faits. Ne pensons qu'à sa guerre illégale contre l'Irak malgré la décision démocratique contraire de l'ONU et de la prison de Guantanamo où tous les droits démocratiques des détenus étaient abrogés.

Il sera donc à Montebello les 20, 21 et 22 août prochain pour rencontrer notre premier ministre Stephen Harper et le président mexicain. Felipe Calderon dans le cadre du partenariat Nord-Américain sous la prospérité et la sécurité.

Une manifestation est organisée le 20 août dans le but de faire valoir les droits démocratiques et de dénoncer la guerre d'Irak et Afghanistan.

Manifestations contre les électrochocs

Comme à Cork en Irlande dans plusieurs villes des États-Unis et à Toronto, Montréal a eu droit à sa manifestation pour l'abolition des électrochocs le dimanche 13 mai dernier, journée de la fête des mères.

8000 électrochocs par année sont administrés au Québec. C'est le double de ce que c'était en 1988. On croit que ce sont les femmes âgées qui reçoivent le plus d'électrochocs. Cette manifestation leur était donc dédiée.

Le groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale *Action Autonomie* qui organisait la manifestation avait durant la semaine présenté à la presse un vidéo dans lequel un homme raconte comment il a tenté de se suicider après avoir reçu des traitements aux électrochocs. Cet homme qui veut garder l'anonymat indique aussi qu'il a des problèmes d'acouphènes et des maux de tête depuis. Ce vidéo s'adresse au Ministre de la santé du Québec, le docteur Philippe Couillard et lui a été ache-

miné. Céline Cyr, porte-parole d'*Action Autonomie* a indiqué «On reçoit des témoignages du genre toutes les semaines». Lors de la manifestation à Montréal le jour de la fête des mères, Ghislain Goulet, un autre porte parole d'*Action Autonomie* a indiqué : «Les patients ne sont pas suffisamment informés sur l'état de la recherche scientifique. Après 70 ans de pratique, les électrochocs demeurent une technique expérimentale.» Partisan d'une médecine humaniste, le porte parole d'*Action Autonomie* a soutenu que d'autres alternatives à ce traitement sont possibles. La chorale des ChoquéEs qui étaient présentes a dû donner plusieurs rappels.

A Montréal, on a profité de la manifestation pour faire signer les pétitions pour l'abolition des électrochocs du comité Pare-Chocs. A bas les électrochocs! A bas la torture! La lutte continue...



«A la bio-psychiatrie basée sur les médicaments, les électrochocs et les traitements forcés, à la psychiatrisation des problèmes sociaux, aux tendances racistes manifestées par certains dirigeants de la psychiatrie américaine, il faut offrir comme alternatives, l'amélioration des conditions de vie, la psychothérapie, l'empathie, l'entraide et la solidarité humaine.»

Dr Peter R. Breggin, psychiatre, auteur entre autres de *L'électrochoc, ses effets invalidant sur le cerveau* (Plon 1983), *Toxic Psychiatry* (St-Matin's press, New York, 1991) et avec David Cohen *Your drug may be your problem* (2000).

Références en situation d'urgence

| | | | |
|--------------------------------------|----------------|------------------------|----------------|
| Centre de crise de Laval | | Centre D'écoute | (450) 664-2787 |
| CLSC du Marigot (Vimont, Pont-Viau) | (450) 668-1803 | Tel-Aide | (514) 935-1101 |
| CLSC des Mille-Îles (Laval Est) | (450) 661-2572 | Tel-Écoute | (514) 493-4484 |
| CLSC Norman-Bethune (Chomedey) | (450) 687-5690 | Suicide-Action | (514) 723-4000 |
| CLSC Ste-Rose (Nord ouest de Laval) | (450) 622-5110 | SOS Violence Conjugale | 1-800-363-9010 |
| Association IRI S (Nord de Montréal) | (514) 388-8988 | Urgence Sociale | (450) 662-4595 |